

66354

(4)

DES
ÉCONOMISTES
ET DES
SOCIALISTES.



PARIS. — TYPOGRAPHIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES,
RUE JACOB, 56.



DES
ÉCONOMISTES
ET DES
SOCIALISTES,

PAR
IVAN GOLOVINE.

PARIS,
FIRMIN DIDOT FRÈRES, LIBRAIRES,
IMPRIMEURS DE L'INSTITUT,
RUE JACOB, N° 56.
CAPPELLE, LIBRAIRE-ÉDITEUR,
RUE DES GRÈS SORBONNE, 10.

1845.



DES ÉCONOMISTES ET DES SOCIALISTES.

Comme tant d'autres sciences, l'économie politique ne peut prétendre avoir atteint la perfection : la faute n'en est pas aux économistes, mais à la nature même des choses. Quelle branche des connaissances humaines peut se flatter d'avoir été cultivée par des hommes plus éminents que l'économie politique? Les Smith, les Ricardo, les Sismondi, sont au nombre des plus forts penseurs, comme des plus habiles observateurs et analystes des temps modernes. Platon et Aristote, ces deux grands génies de l'antiquité, n'ont pas dédaigné cette science et en ont posé les premiers fondements.

L'imperfection de l'économie politique tient particulièrement à la nature de son sujet. Elle ne sera parfaite que lorsque la richesse, la civilisation, la moralité régneront dans le monde;

toutes choses qu'on doit, sinon reléguer dans le domaine des chimères, du moins renvoyer à des temps très-éloignés de nous. Celui qui pourrait bannir la souffrance de ce monde et y établir la prospérité générale et éternelle, ne serait pas homme, il serait Dieu ; or, Dieu a ordonné aux hommes de souffrir ; il ne peut refaire son œuvre ni rétracter son décret. Souffrir et lutter, telle est la devise de l'humanité. Mais si l'homme ne peut échapper à la souffrance, il peut en alléger le fardeau, et la perfectibilité est ici-bas sa consolation, le but de ses efforts, le mobile de ses actions. Si donc l'économie politique ne peut être parfaite, elle est appelée à se perfectionner de plus en plus. Participant de l'imperfection et de la perfectibilité des choses humaines, elle doit nécessairement aussi avoir quelque chose de leur instabilité. L'homme aura toujours plus de besoins que de moyens de les satisfaire. C'est là tout à la fois sa peine et son salut, le secret de ses douleurs et le secret de son activité. Il voit même ses besoins croître avec ses progrès ; à mesure qu'il trouve les moyens de satisfaire plus facilement les uns, il en voit naître de nouveaux tout aussi pressants. La nourriture, l'habillement et le gîte sont presque les seuls besoins qui ne l'abandonnent jamais, si peu développée que

soit sa situation ; mais combien ne sont-ils pas plus variés et plus raffinés dans l'état de civilisation, et combien d'autres viennent s'y joindre ? Les besoins de l'homme varient encore selon les temps et les lieux, et l'économie politique qui aurait la prétention d'être fixe et immuable, se verrait débordée par les événements et devancée par la marche des destinées humaines. Les souffrances et les désirs de l'humanité changent constamment ; les remèdes qui doivent s'appliquer aux unes, les ressources qui doivent se mettre au service des autres, doivent donc changer tout aussi fréquemment. Ceci fait que l'économie politique des anciens ne pouvait être celle du christianisme ou des temps modernes, pas plus que celle des temps présents ne pourra être celle de l'avenir. Dans l'antiquité, le travail étant le lot des esclaves, les hommes libres n'avaient d'autres soins que les intérêts de l'État et de la guerre, l'exploitation des esclaves et des peuples soumis. Le christianisme, en abolissant l'esclavage, réorganisa la société et ouvrit la lice à une activité libre, générale et pacifique. Aujourd'hui que les prolétaires ont, pour ainsi dire, remplacé les esclaves ; que les propriétés, quoique se subdivisant à l'infini, ne suffisent pas à tout le monde ; que les droits et les lumières se sont

répandus et égalisés dans les masses, l'économie politique devra subir de notables modifications.

L'économie politique est la science de la richesse nationale. Est-ce la science de rendre les nations riches? Telle n'est point sa prétention; c'est comme à tâtons, et malgré elle-même, qu'elle s'engage sur ce terrain où il n'est plus temps pour elle de reculer. Jusqu'à présent, ses domaines n'ont été que les biens meubles et immeubles, que les objets d'utilité ou d'agrément que la science économique n'avait pas pour mission d'augmenter à l'infini ni de distribuer à tout le monde. Elle ne voulait démontrer que leur rôle et leur emploi dans la société actuelle. Les prenant à leur origine, elle les suivait dans leur répartition et les accompagnait jusqu'à leur destruction. Elle était, en un mot, la science de la production, de la distribution et de la consommation des richesses. Ainsi que l'avait fait M. Rossi, j'osai rayer la consommation des attributs de l'économie politique, renvoyant la consommation privée à l'économie privée, et la consommation publique à la science des finances, ainsi que le pratiquent les économistes allemands (1). La consommation productive doit

(1) Voyez *Esprit de l'Économie politique*.

rentrer dans la production proprement dite, et l'épargne appartient à la capitalisation; dans aucun de ces deux cas ne se trouve le caractère propre et distinctif de *la consommation*. De plus, je considérerai la circulation des richesses comme une partie indépendante de l'économie politique, et la plaçai à l'égal de la production et de la distribution. Les instruments de la production n'étant pas la production elle-même, et le commerce, tout productif qu'il puisse être, n'étant qu'un déplacement de produits, il n'était pas bon de confondre les intermédiaires d'échange avec la production, ou l'échange lui-même avec la distribution, ainsi que l'avaient fait mes devanciers.

Mais en quoi consiste la distribution des richesses? L'économie politique nous indique-t-elle les moyens les plus propres à répartir les richesses au sein de la société? C'est à peine si l'on trouve dans quelques-uns de ses traités un chapitre sur la grande et la petite culture. Quant à la question de la propriété, c'est tout au plus si elle nous parle de la sécurité qu'elle réclame, en nous faisant des tirades plus ou moins belles sur les avantages qui en résultent et sur les maux qui accompagnent l'absence de garanties. Mais qu'est-ce que la propriété? L'économie politique

ne se pose pas cette question ; elle ne nous parle ni de son origine , ni de sa nécessité , et n'a pas encore répondu victorieusement à toutes les attaques dont la propriété a été l'objet.

Science de la richesse, pourquoi laisserait-elle à d'autres sciences les recherches sur la propriété et l'héritage, que, de son point de vue, elle peut traiter mieux que d'autres ? Ne devrait-elle pas au moins admettre les principaux résultats que le droit recueille sur ces questions ? Tout en adoptant l'ordre de choses existant , rien ne la dispense d'indiquer les raisons qui la font agir ainsi, et de se prononcer entre les systèmes adoptés sur cette matière en différents pays, ou qui ont existé à diverses époques ; comme elle pourrait aussi jeter un regard investigateur dans l'avenir, et juger les différentes modifications qu'on signale comme nécessaires dans l'organisation de la propriété, cette base principale de la richesse.

Au lieu de tout cela, l'économie politique se réduit, en ce qui concerne la distribution des richesses, à de simples considérations sur les revenus et les causes qui déterminent leur baisse et leur hausse. Elle signale trois espèces de revenus : le fermage, le salaire et le profit. Le fermage, tel qu'on l'envisage, peut être rayé de la

science sans aucun préjudice pour elle. Le système de Ricardo, admirable de profondeur et de dialectique, véritable tour de force de l'esprit, ne présente qu'un très-mince intérêt pratique. Celui de Smith et de Say ne m'a jamais séduit ni captivé. Les conseils que J.-B. Say donne sur le fermage sont trop paternels et privés. Les baux à long terme, à des conditions telles que les exigent la conservation et l'amélioration des terres, des plantations et des bâtiments, sont du domaine de l'économie privée. Du moment que de tels principes seraient admis dans le cadre de l'économie politique, pourquoi n'y donnerait-on pas également accès aux règles de prudence qui doivent présider au choix et aux engagements des intendants, des serviteurs et des ouvriers de toute espèce ? Reste le revenu foncier proprement dit, et Smith avec ses disciples, ne trouve à dire là-dessus que des lieux communs. Personne, en effet, n'ignore que la proximité des villes, la bonté du sol, de l'engrais, des prairies et l'art agricole en général, n'aient une grande influence sur les revenus des terres, et il n'y aurait pas de raison pour ne pas entrer dans de pareils détails sur toute autre espèce de revenus, qu'ils proviennent soit des maisons dans les villes ou les campagnes, soit des fonds publics.

Le rapport de l'offre à la demande est le principe dominant de l'économie politique; c'est là ce qui règle le prix de toute chose, les salaires comme les profits, leur baisse et leur hausse; et après l'avoir exposé, il suffirait de l'appliquer sommairement à tous les revenus. Ce serait là un moyen de simplifier singulièrement la science, mais ce ne serait pas celui de faire de gros volumes. Ce principe, d'ailleurs, qu'on étale avec une si grande pompe, n'est lui-même au fond que l'influence exercée, comme chacun sait, sur les prix par la rareté ou l'abondance des marchandises.

En traitant de la production, l'économie politique nous entretient longuement de la valeur des objets, ou de la faculté qu'ils ont de servir à nos besoins. Mais que dit-elle sur ce point? Qu'il y a deux espèces de valeur : la valeur en usage et la valeur en échange. Cette distinction n'est là que pour démontrer que ces deux valeurs ne sont pas identiques, et que la valeur d'usage peut exister sans la valeur en échange, mais que la dernière ne peut se passer de la première. Tout cet étalage d'érudition, toute cette phraséologie ne sert qu'à cacher le vide des pensées. Dans le langage vulgaire on eût dit : On ne paye rien pour ce qui ne vaut rien, mais on jouit de

choses très-utiles sans les payer : l'air et la lumière, par exemple, ne se vendent ni ne s'achètent. La valeur en usage est une notion tout à fait abstraite; et la valeur en échange est le prix proprement dit, la seule idée nette et claire. Il serait bien plus rationnel de remplacer les deux espèces de valeur par deux espèces de prix : le prix *coûtant* et le prix *courant*; le premier serait la représentation des frais de production, et le second serait principalement l'effet du rapport de l'offre à la demande.

Sur le chapitre du capital, les économistes en sont à se demander qu'est-ce que le capital? Les fonds de terre doivent-ils ou non être considérés comme des capitaux, et le salaire peut-il ou ne peut-il pas faire partie de cet important auxiliaire de la production? On voit d'ici toute la puérité de cette discussion, et la nullité des résultats qu'en retirera la société le jour où les savants seront parvenus à s'entendre sur la définition et les limites des capitaux.

L'homme est-il une richesse? Non, disent encore certains économistes : nous sommes à l'étroit au banquet de la vie! Pareils à des naufragés qui s'arrachent le dernier morceau, prêts à s'entre-dévorer, les partisans de Malthus saluent avec des cris féroces tout nouveau convive qui arrive

les mains vides. Ils considèrent l'augmentation de la population comme une calamité publique, et recommandent le célibat et l'abstinence. C'est fort heureux que, différant en cela des anciens, ils ne soient pas partisans de l'infanticide, ou ne prescrivent pas le retour périodique du massacre des Innocents. En revanche, ils contestent aux pauvres le droit à l'assistance publique et légale, la consolation d'avoir une compagne dans la vie, et font des joies de la paternité une prérogative des riches, ou bien ils ne veulent accorder le droit de se marier qu'aux personnes qui font preuve de moyens d'existence, ainsi que cela se pratique entre autres en Bavière.

La liberté du travail est, au contraire, un principe qui échappe à toutes les attaques, et qui suffit pour établir le mérite de la science; mais les économistes eux-mêmes sont sujets à le méconnaître souvent. Les avantages qui naissent de la liberté du travail sont de beaucoup supérieurs à ses résultats fâcheux; son application complète assurerait un avenir brillant à la société, car si les industries sont encore en souffrance, c'est grâce précisément aux gênes qui arrêtent leur essor. Le commerce étranger est entravé dans chacun de ses mouvements; les funestes conséquences des douanes se perdent dans l'infini et

se produisent dans les petites comme dans les grandes choses. Le fer ne jouissant pas de l'entrée libre en France, rend les instruments d'agriculture, et partant les produits du sol, plus chers; et comme le prix des objets de première nécessité règle celui de tous les autres, la richesse générale essuie de graves préjudices par suite de cette simple prohibition. En Angleterre, les lois sur l'entrée des céréales, les majorats, le chiffre exorbitant des impôts sont la principale cause du paupérisme. Donnez la liberté du commerce à la Russie, et vous augmenterez, comme d'un coup de baguette, la richesse entière de cet empire; vous accroîtrez la consommation en même temps que la production, et vous améliorerez l'une et l'autre à la fois. Les produits de l'étranger afflueront en quantité et en qualité supérieures à ceux du pays qu'ils surpasseront en bon marché, et les produits indigènes, ceux qui sont plus particulièrement propres à la Russie, en trouvant un plus grand débouché, acquerront une plus grande valeur. Les blés, les chanvres, les bois, et, par conséquent, les terres, le travail, y rapporteront davantage et l'industrie manufacturière, au lieu de courir après des résultats impossibles, s'appliquera exclusivement à ceux qui conviennent le mieux au pays et

qui peuvent rivaliser avantageusement avec les provenances de l'étranger. Les capitaux, les bras, les capacités disponibles se reporteront sur le commerce étranger qu'ils négligent actuellement, non-seulement faute de lumières et de goût, mais bien aussi parce qu'ils sont forcés, dans l'état actuel, de s'appliquer aux fabriques.

Toutes les industries retireront des avantages considérables de leur émancipation entière et définitive; le monopole les affecte plus ou moins encore toutes : depuis la charge de l'agent de change jusqu'à celle de l'avoué, depuis la banque jusqu'au courtage, du boulanger à l'imprimeur, combien n'y en a-t-il pas qui soient sujets aux privilèges? Si la mauvaise foi et la fraude, la misère et la détresse ne sont pas abolies, elles seront indubitablement diminuées sous un régime plus complet de liberté.

Méconnaissant cette vérité fondamentale de l'économie politique, ceux même qui en sont les plus zélés partisans et les plus habiles propagateurs, consternés par les désastres qui surgissent au sein des foyers industriels, ont proposé de réprimer l'émigration des cultivateurs vers les ateliers, de renvoyer à la terre les ouvriers qui ne trouvent pas de quoi subsister dans les fabriques, de fixer un salaire moyen et autres

mesures de ce genre, peu compatibles avec la véritable liberté industrielle.

Néanmoins, le travail et l'épargne, la liberté et la civilisation, ne doivent pas être les derniers mots de l'économie politique. L'épargne est une vertu négative, un effet autant qu'une cause du bien-être; on ne la pratique que lorsqu'on est à son aise et que l'on gagne au delà de son strict nécessaire. Le travail, souvent improductif, fait parfois entièrement défaut à ceux même qui en sont les plus capables. La liberté est bien la mère de tout progrès, quand elle a la civilisation pour guide, mais la civilisation n'est pas et ne sera pas de sitôt à la portée de tout le monde; elle coûte souvent plus qu'elle ne rapporte, et n'est point un gage certain de bien-être. Si l'instruction enseigne aux capitalistes l'importance des marchés, du débit, de la demande, et leur apprend à régler sur tous ces éléments leur production, à ne pas s'engager à la légère dans des industries suffisamment desservies, si elle peut augmenter les chances de succès, elle ne saurait changer la force des choses, abolir la concurrence ou élever les salaires; l'intelligence enfin est devenue d'un rapport douteux, et plus la civilisation se généralise, moins elle est une source de richesse. La civilisation excite plus qu'elle ne mai-

trise l'ambition, la vanité, la cupidité, et elle le fait d'autant plus que les richesses s'accroissent davantage : elle augmente nos besoins plus que nos ressources. Ce n'est donc point un port assuré, mais une mer orageuse, pleine d'écueils et hérissée de rochers, sur laquelle on ne peut naviguer sans une boussole sûre, et cette boussole c'est la moralité. Qu'on le sache bien : il n'y a pas de richesse sans moralité, de bien-être matériel sans bien-être moral. Un homme ne peut s'appeler riche que lorsque ses moyens sont de beaucoup supérieurs à ses besoins, et s'il n'a pas d'empire sur lui-même, il ne saura mettre ni une mesure à ses désirs, ni un frein à ses dépenses, et lors même que ses trésors pourraient suffire à tous ses goûts sans jamais se tarir, il ne vivra ni satisfait de lui-même, ni en paix avec les autres. Mais comment allier les séductions de la richesse avec les devoirs de la moralité, le culte du veau d'or avec la vraie religion ? La loi a des peines et l'opinion publique a des réprobations ; mais ni les unes ni les autres ne sont suffisantes ; et, si les premières peuvent et doivent être renforcées, les secondes tendent visiblement à s'affaiblir, l'appât du gain détruisant toute retenue. Si l'on ne peut prétendre à changer le milieu social dans lequel nous vivons, ne faut-il

pas, au moins, venir en aide à la moralité chancelante, en la rendant de plus en plus facile?

Laissant là toutes les théories plus ou moins abstraites, des hommes qui ont fort à cœur les souffrances de l'humanité ont voulu venir en aide aux plus pressantes d'entre elles et appliquer le remède au siège même du mal. Remettant à d'autres le soin d'accroître la richesse, ils se sont imposé la tâche pénible et glorieuse de diminuer la misère, et se sont fait de l'indigence un objet d'étude spéciale. C'est à la France qu'appartient la gloire d'avoir donné naissance à cette nouvelle école. Dégerando, Morogues, Buret, Duchâtel, Villeneuve, se sont particulièrement illustrés dans cette carrière. Ils ont porté la lumière dans le gouffre de la misère, en ont dévoilé les mystères, apprécié les différents remèdes, sans rien trouver pourtant qui les ait complètement satisfaits. Ainsi, pendant que la science des richesses restait stationnaire, il se formait à côté d'elle presque une autre science, celle du paupérisme, qui, sans être plus heureuse qu'elle, en était toutefois le complément et en même temps la condamnation. L'économie politique ne peut faire autrement que d'accueillir cette voie nouvelle, finissant ainsi par où elle devait commencer, par la suppression de l'indigence. Mais quels sont ses

moyens? Charité privée et légale ou bienfaisance publique, dépôts de mendicité ou maisons de pauvres, ce ne sont même pas là des palliatifs de la misère. L'aumône outrage et avilit plus qu'elle ne soulage, et la loi qui l'interdit vient en aide à l'insensibilité des uns en s'opposant à la bienfaisance des autres. Elle fait de la mendicité un délit, et la remplace par le crime, toutes les fois qu'elle n'assure pas les moyens d'existence à ceux qui en sont dépourvus. Les maisons pour les pauvres ressemblent à des prisons plus qu'à des hospices; on y accable les indigents de travail sans leur assurer les moyens d'en trouver à leur sortie. Tous ces remèdes ne font qu'accroître le paupérisme : sévères, ils sont cruels; doux, ils sont pernicieux. En assurant à tous une sorte d'entretien, ils propagent l'insouciance, l'oisiveté et la détresse.

En voyant les hommes de science se débattre avec le colosse de la misère qui les terrasse, sans qu'ils veuillent en convenir, d'autres, moins sévères, abjurent toute retenue et toute modération, prêchent la révolution, approuvent le vice et disculpent le crime. Dans une telle organisation de la société, il n'y a plus de criminels à leurs yeux. Le premier criminel, c'est l'État lui-même; ils le mettent hors la loi, et ordonnent

de lui courir sus. D'autres encore proscrivent tout cet ordre de choses qu'ils ont qualifié de *civilisation* et de morcellement ; ils condamnent la propriété et veulent égaliser les richesses ou les rendre communes à tous.

Ce sont là des erreurs que l'esprit humain devait naturellement commettre dans sa marche, et qui doivent tourner au profit de son propre développement ; des égarements dans lesquels il devait tomber, afin d'y puiser de nouveaux enseignements, car l'erreur n'est propre qu'à consolider la vérité ; mais encore pour cela faut-il la combattre au grand jour et se rappeler que, si les esprits éclairés sont à l'abri d'aberrations aussi funestes, il en est d'autres qui ne prennent que trop facilement l'empreinte qu'on leur donne.

Il ne s'agit plus pour nous de vérifier les titres des premiers occupants, de contester le droit des premiers conquérants. Il ne s'agit plus de renouveler contre leurs descendants de coupables saturnales. Dans nos nouvelles sociétés, la propriété a pour origine dernière le travail et l'épargne, deux sources dont on ne saurait contester la sainte légitimité. Si le sang des chevaliers doit inutilement avoir coulé sur les champs de bataille, la sueur de l'ouvrier a produit des

fruits qu'on ne saurait leur enlever, à moins de commettre un vol.

Quant à l'utilité de la propriété, il y a nécessairement des raisons à faire valoir pour, aussi bien que contre ce principe. Il n'y a pas d'objet, si utile qu'il soit, qui n'ait son mauvais côté et dont l'abolition ne soit en conséquence profitable à certains intérêts. Arrachez le soleil du firmament, et vous n'aurez plus de sécheresse, votre teint ne sera plus sujet à se hâler, les amusements du soir et de la nuit pourront se prolonger à l'infini, les lampes se perfectionner de plus en plus; que sais-je? on aura, si l'on peut, des feux *voluptueux* et des lumières *sensitives*! Supprimez la famille, et il n'y aura plus de pères méchants, d'enfants ingrats, de femmes adultères; mais le sentiment de la paternité ne viendra pas embellir notre existence et prolonger nos jours dans l'avenir de nos enfants; mais la hideuse débauche flétrira la beauté et tarira le cœur de la femme. Est-ce donc la peine d'ôter la famille à ceux dont elle fait le bonheur, pour ne donner aux orphelins qu'un simulacre : la *famille sociale*? Ainsi, l'abolition de la propriété serait, sans contredit, d'une utilité peu contestable pour ceux qui n'ont rien, et qui, dans la communauté, seraient admis à l'égal des autres, à la jouissance

des biens dont ils sont privés aujourd'hui, si tant il est vrai que le communisme ait le secret d'entretenir les oisifs et de défrayer les incapables. Sans propriété il n'y aura ni vol, puisqu'on ne peut *se voler soi-même*, ni brigandage, ni procès. La vertu n'aura pas à rougir de sa misère ; l'amour n'aura pas à calculer avec l'argent, et ne se vendra ni au premier, ni au plus offrant.

Mais la propriété abolie, que mettra-t-on à sa place ? Sera-ce la rétribution *de chacun selon sa capacité, et de chaque capacité selon ses œuvres* ? Qui sera alors le grand régulateur des salaires ? Le prêtre saint-simonien ! Arbitraire pour arbitraire, nous aimons autant celui de la naissance que celui d'un homme, la faveur du hasard autant que la tyrannie du *père fonctionnel*, qui enchaîne l'individu à une seule fonction et met les mécontents à la demi-solde. Et une fois qu'on s'est mis à bouleverser la société, pourquoi s'arrêterait-on en si beau chemin ? pourquoi la capacité serait-elle rétribuée à des taux différents ? N'est-il pas injuste de rendre l'homme solidaire des faits qui n'ont pas dépendu de lui ? — En viendra-t-on à l'égalité absolue des Owenistes, l'égalité des salaires ? L'homme fort d'esprit ou de corps doit-il plus à la société, sans que la

société lui doive plus qu'aux autres? Si c'est là de la justice, ce n'est pas l'intérêt général bien entendu, car le calcul le plus banal nous prescrit de donner plus à l'entretien des plus forts.

Ce sera donc la communauté des richesses? Tout appartenant à tous, chacun pourra s'emparer de ce qu'il lui faut et de ce qu'il jugera à propos de prendre, le gourmand plus que l'homme sobre. Au sein d'un tel régime, l'ordre, la moralité seront gravement compromis. Et quel sera le stimulant du travail? Le salaire du juste; le contentement de soi-même, l'approbation et l'estime du public? Les communistes qui le veulent ainsi se trompent de peu : ils prennent l'effet pour la cause, et supposent donné ce qui serait à faire. La propriété est l'effet de l'imperfection humaine, mais un effet qui corrige et réprime les passions de l'homme; si on voit en elle la cause des vices, on en peut aisément faire justice; mais que deviennent alors les passions humaines? Les détourner, ce n'est pas les abolir; les émanciper, ce n'est pas les régulariser. Elles n'agiront pas moins dans la cité commune, et renverseront bientôt les obstacles qu'on leur aura opposés. La cupidité ne voudra pas moins le double ou le triple de ce qu'elle possédera. L'ambition ne voudra pas moins dépouiller les

autres à son profit, briller et jouir aux dépens d'autrui. Pour se complaire en communauté, il faudrait que les hommes fussent parfaits; or, on ne songe à créer ce régime que pour les rendre tels. La contradiction est évidente.

La propriété est la personnification de l'homme dans la matière, et le désir de la possession est un désir inné en lui. L'enfant porte à sa bouche le premier joujou et le premier objet qu'il trouve sous sa main, cherchant ainsi à se les assimiler; ne pouvant les absorber, il les brise, heureux d'exercer son pouvoir au dehors de lui sur les choses qui sont à sa portée; il pleure lorsqu'il ne peut s'en rendre maître. Nous trouvons la propriété dans l'enfance première des peuples; son apparition est contemporaine de la formation des sociétés, et l'on ne saurait dire si elle a suivi ou précédé les notions de la Divinité. Il est donc faux d'assurer que la propriété est en désaccord avec les penchants de l'homme; elle est au contraire sa plus grande joie, l'objet constant de ses efforts, comme elle est aussi la base et le but de la formation des États, qui ne se fondent que pour la sécurité des personnes et de la propriété. La possession exclusive des objets sur lesquels le travail de l'homme s'attache est une condition première de la productivité du travail,

de la richesse nationale, par conséquent; on n'enrichit la nation qu'autant qu'on s'enrichit soi-même. On aime et on embellit sa propriété bien plus que celle de tout le monde; on travaille pour soi bien mieux que pour la communauté. Si on laisse à l'homme la faculté de recueillir les fruits qu'il a semés, ne faut-il pas aussi qu'il jouisse de ceux qui sont longs à mûrir? Les soins donnés à la terre, les perfectionnements apportés à la culture, ne produisent souvent d'effet qu'après de longues années, et il est juste que ceux-là seuls en profitent qui en ont eu la peine, qui les ont trouvés ou appliqués. La pauvreté elle-même, cet argument puissant contre l'inégalité des richesses, est bonne à quelque chose. Elle a de tout temps été la source de grandes pensées et de grandes actions, le secret des grands talents, la compagne de la vertu et le stimulant de toute activité, tandis que la richesse enfante l'oisiveté, et ne sert souvent que de consolation à l'incapacité.

La propriété concédée à celui qui l'acquiert légitimement, faut-il qu'elle cesse à sa mort pour passer aux pauvres? Mais ses enfants sont des pauvres comme d'autres, et qui ont plus de droit que les autres à jouir de ses biens. A égalité de droits, celui de la naissance peut bien entrer en

ligne de compte, et celui de disposer à sa mort de sa propriété est un droit aussi juste que la propriété elle-même, une récompense légitime pour la peine qu'on a eue à l'acquérir. L'idée de jouir de la propriété à sa mort, et de la faire passer à ses enfants, est un stimulant puissant au travail et à l'économie, ces deux sources principales de la richesse nationale.

Le système de *Charles Fourier* est un système bâtard; il ne veut ni l'égalité, ni la communauté des richesses; il n'abolit ni la propriété, ni l'héritage, ni l'inégalité des rétributions; il associe simplement le travail, le capital et le talent. Il ne renie pas Dieu, il conserve la famille, et ne contrarie pas les passions humaines. La liberté, selon Fourier, est le développement libre et spontané du caractère de chacun; tout caractère étant créé bon en lui-même, le changer, c'est contrarier les vues de Dieu. Séduit par la gloire de Newton, Fourier croit avoir découvert une nouvelle loi d'attraction, l'attraction *passionnelle*, force, à ce qu'il paraît, insuffisante à elle seule pour conserver l'harmonie entre les hommes, car Fourier appelle à son aide la musique, et dispose les passions en gammes. Ainsi qu'il y a sept notes principales et cinq transitoires, ainsi établit-il douze passions, dont sept *animiques* et cinq *sensitives*.

Les cinq passions sensibles correspondent aux cinq sens : ouïe, odorat, goût, vue et tact. Les sept animiques se composent de quatre *affectives* : l'ambition, l'amitié, l'amour, le *familisme*; et de trois *distributives* : l'*alternante* ou le besoin de varier les travaux et les plaisirs : Fourier l'appelle la *papillonne*; l'*émulative* ou la rivalité, fougue réfléchie, appelée la *cabaliste*; la *composite* ou enthousiasme, fougue aveugle, et l'*unitéisme*, sentiment d'unité et d'harmonie, engrenage universel. Ces nombres sont de bon augure pour les Fourieristes, car le nombre sept est celui des jours de la création, comme il y a aussi sept chandeliers; le nombre douze est celui des apôtres, des mois, des travaux d'Hercule, et la trinité est enfin le symbole universel. Et qu'on ne dise pas que les nombres sont des données provisoires et arbitraires! *Mundum regunt numeri!*

Grand astronome, musicien habile, Fourier n'est pas moins un profond tacticien. Il organise le monde en escouades ou groupes, en bataillons ou *séries*, en brigades ou *phalanges*. Son état-major est le *pivot*, et ses *ambigus* sont ses tirailleurs. La phalange harmonienne est l'*individu sociétaire*; elle a pour base les douze passions, et compte 1600 personnes de tout âge et de tout

sexe. L'homme et la femme forment l'*individu humain*, et l'*individu humanitaire* est l'*armée industrielle*.

Fourier croit avoir trouvé la poudre ou la boussole, la boussole *sociétaire*. « Possesseur de « cette découverte, dit-il, je me trouve dans la « position d'un homme qui, au siècle d'Auguste, « aurait inventé la poudre à canon et la boussole. « On l'aurait jugé fieffé charlatan. »

L'oisiveté est la mère du vice; mais la mère de l'oisiveté, c'est la répugnance qu'inspire le travail. Pour l'abolir, Fourier offre la communauté et la variété du travail, distribué en courtes séances dans de vastes édifices très-aérés, assez beaux pour exercer l'imagination des architectes, assez originaux pour donner prise à la plaisanterie.

Les travaux *nécessaires* ou ceux qui exigent le plus grand emploi de la force physique, sont les mieux payés; puis viennent les professions *utiles*, et enfin les travaux d'*agrément* qui sont le moins bien rétribués.

Les infractions sont punies par l'opinion morale de l'union sociétaire, qui, du reste, étant une assemblée de gens *comme il faut*, ne peut manquer aux convenances sociétaires. Au besoin, les délits sont portés devant la *justice civilisée*,

c'est-à-dire la cour d'assises d'un département quelconque.

Nous n'insistons pas sur ce que ce système contient d'arbitraire, de vague, d'incohérent ou de plaisant. Pour faire ressortir ses défauts, il suffit de l'exposer.

Les ateliers sociaux sont une autre transaction entre le communisme et l'association, un remède plus nouveau, mais non plus heureux, contre les abus de la concurrence, et dont le moindre défaut n'est pas d'être quelque chose de fort incomplet (1).

Pliant sous le poids de la liberté, on voudrait encore une fois avoir recours au gouvernement pour lui faire organiser l'industrie en bloc et en détail, et le charger de régler la production et le débit, les salaires et les profits. C'est là se départir de toute liberté d'action, s'accuser d'impuissance et d'incapacité, en même temps qu'investir le gouvernement d'une tâche immense et d'un pouvoir démesuré. Le gouvernement aura plus que de la peine pour trouver les capitaux nécessaires à l'exploitation de toutes les industries; il ne pourrait éviter la ruine des particu-

1) Voyez Louis Blanc, *Organisation du travail*.

liers, quelque ménagement qu'il mit à abolir leur concurrence. Lors même qu'il apporterait dans cette gestion tout le zèle et toute l'économie qui distinguent les entreprises des particuliers, il ne serait pas exempt de partialité, et le travail deviendrait le lot des protégés et la source d'intrigues sans fin. Pour éviter la tyrannie du pouvoir, on voudrait qu'après avoir absorbé les industries privées, le gouvernement se retirât et laissât les ateliers fonctionner d'après les règles qu'il aurait introduites. Mais de deux choses l'une : ou bien le gouvernement est propre à administrer les industries, ou bien il ne l'est pas ; et dans le premier cas, il est bon qu'il y reste, comme dans le second cas il est inutile qu'il s'en mêle. En tout état de cause, d'ailleurs, le terme d'un an, auquel on voudrait borner l'action directe du gouvernement, nous paraît trop court pour régler définitivement la marche des industries.

La répartition des bénéfices, telle qu'elle a été proposée, nous paraît, en outre, entachée d'arbitraire. En ne donnant au capital qu'un petit intérêt fixe, on le sacrifie au travail, comme actuellement le travail est exploité par le capital. Prévoyant que la misère ne disparaîtra pas devant cette nouvelle organisation du travail, on

assigne aux vieillards et aux pauvres une part dans les revenus, une autre aux industries en souffrance, car il y aura toujours des industries en souffrance, et une autre encore à l'acquisition des ustensiles pour les jeunes ouvriers. Voilà bien des parts.

M. Blanqui (1) voudrait que les ateliers nationaux ne fonctionnassent que dans les temps de crises industrielles. Ils équivaldraient alors à des succursales des maisons de travail pour les pauvres, maisons auxquelles on adresse déjà le reproche de faire une concurrence funeste à l'industrie privée. Combien cette concurrence ne serait-elle pas plus sensible encore, alors que les débouchés seraient fermés ? car c'est là la cause principale de la stagnation du travail. Les travaux publics, tels que le gouvernement français les a conçus et pratiqués plus d'une fois dans les temps de malaise pour les fabriques, sont une mesure infiniment préférable. Ils occupent les ouvriers que le manque de travail jette sur le pavé, profitent au pays et ne ruinent ni le gouvernement ni les particuliers.

En économie comme en politique, les réfor-

(1) Cours au Conservatoire, 1840, 27 novembre.

mes valent mieux que les révolutions. Nous ne croyons pas le monde assez perversi pour qu'on ne puisse remédier à ses maux que par une réorganisation complète. Quelque difficulté qu'il y ait à persister dans les voies de la vertu, quelque séduction qu'il y ait à embrasser la carrière du vice, il est encore facile de rester fidèle au devoir; et d'ailleurs il n'y aurait plus de mérite là où il n'y aurait plus de difficultés. Les socialistes qui renversent la société actuelle coupent l'arbre avec le fruit, jettent l'enfant avec le berceau. Et que mettent-ils à la place de ce qu'ils détruisent? Ah! quand on rapproche leur société de la société actuelle, c'est alors qu'on voit toute la faiblesse de leur conception et toute la profondeur de leur égarement; c'est alors qu'on est tenté de leur répéter ce vieil adage : *La critique est aisée, et l'art est difficile*. Mécanismes sans âme, esprits sans formes, êtres sans vie, tous ces embryons ressemblent à des mannequins qui demandent à hauts cris une âme à leurs créateurs, et ceux-ci n'échappent à leurs poursuites que parce qu'ils ne leur ont pas donné assez de force pour se faire droit par eux-mêmes. De tout temps des penseurs plus ou moins profonds ont songé à réorganiser la société, mais ils n'ont abouti qu'à remuer la surface, qu'à faire fermenter

ter les esprits, toutes les fois qu'ils ne se sont pas bornés à les divertir. La stérilité de leurs efforts les condamne sans réplique, et leur ancienneté prouve seulement que l'erreur est aussi vieille que la vérité. Avant de renverser la société, il faudrait en trouver une nouvelle, et nous ne croyons pas à la venue possible de ces Jupiters qui feraient sortir de leur tête une société armée de pied en cap. Nous avons, qu'il n'en déplaie aux socialistes, une opinion plus haute de l'esprit universel que du génie des réformateurs, et nous avons aussi une grande confiance dans l'avenir de ce monde. La facilité avec laquelle toutes les utopies et toutes les idées, même les plus funestes, peuvent se produire dans notre siècle, plaide éloquemment en sa faveur, et l'impuissance de tous ces rêves ne démontre que leur peu de valeur.

Dans la masse d'idées excentriques qui ont été jetées dans le monde, une seule les domine toutes et forme le fil de ce labyrinthe, c'est l'association; et déjà elle a été accueillie avec empressement par des esprits distingués et qui ne peuvent être taxés de partialité pour le socialisme. L'association existe bien de nos jours, car l'État entier n'est qu'une vaste association dans l'intérêt de tous et de chacun, mais une associa-

tion politique plus qu'économique, neutre plus qu'active, qui conserve plus qu'elle ne pousse au progrès, réprime plus qu'elle n'améliore, et veille à la justice plus qu'elle ne pratique la bienfaisance. L'association dûment conçue et appliquée aux intérêts matériels serait, pense-t-on, pour l'industrie, le passage de l'état de nature à l'état de société, de l'enfance à la perfection, du chaos et de l'anarchie dans le règne des richesses, à l'ordre organique et systématique. L'isolement c'est la faiblesse, et l'union c'est la force; l'individualisme a pour effet l'égoïsme, et l'association a pour principe l'assistance mutuelle. Cette loi est celle du monde économique, comme du monde moral et du monde politique. L'association pacifie, moralise et enrichit les hommes. Elle généralise leurs tendances et les moyens dont ils se servent, augmente et égalise les bénéfices; elle diminue les pertes en les divisant, crée parmi les associés et leurs différents groupes une surveillance vigilante et une noble émulation, proscriit les moyens illicites, bannit la fourberie et intronise l'honnêteté. L'association peut s'appliquer à la consommation comme à la production, et, dans la production, elle peut s'attacher à toutes les industries, soit agricole, soit manufacturière, soit intellectuelle.

Tel est, à peu de choses près, le langage des partisans de l'association; mais quel est le résultat pratique de ces axiomes? L'association des intérêts communs n'est que l'introduction du monopole, et l'association des intérêts contraires est une impossibilité. L'association entre les membres d'une seule et même classe d'industriels, soit des maîtres, soit des ouvriers, n'aboutira qu'à l'exploitation des uns par les autres, et ne servira qu'à entraver la liberté, qu'à comprimer la concurrence. L'ouvrier ne peut ni ne veut s'associer à l'entrepreneur; lors même que la philanthropie de celui-ci le porterait à partager avec lui tous les bénéfices, l'ouvrier ne voudra jamais s'associer aux pertes, car il n'a pas devant lui le capital nécessaire pour les supporter; vivant au jour le jour, il ne peut ni compromettre son existence, ni exposer son gagne-pain. Ses lumières, d'ailleurs, ne sont pas assez développées pour lui permettre de suivre son maître dans toutes ses entreprises, d'y donner son consentement ou d'y opposer son veto, d'en apprécier les bonnes et les mauvaises chances. Partout où l'association libre et volontaire peut être bienfaisante, elle s'établit d'elle-même par la marche naturelle des choses, et il suffit que le gouvernement l'aide et ne l'entrave pas, ainsi qu'il le fait

si souvent. Là où la petite culture peut être avantageusement remplacée par la grande, les propriétaires cèdent leur place à un seul d'entre eux, et lui facilitent les moyens d'acquérir leurs quotes parts. L'exploitation en communauté ne saurait jamais être aussi utile que celle d'un seul intéressé. Les communes en Suisse ont des machines à battre le blé au service de tous leurs habitants; en France, elles ont des lavoirs publics. Les ouvriers ont, dans plusieurs endroits, une cuisine en commun.

Le temps et les lumières feront, la liberté aidant, en matière d'association, comme pour le reste, tout ce qui peut être profitable à la richesse nationale, et ce que les économistes ont de plus sage à faire, c'est de se confier à la liberté, de lui être fidèles en toutes choses, de la réclamer hautement, partout et toujours, et de ne pas embrouiller la science par des arrière-pensées de socialisme qui ne servent qu'à affaiblir les principes, qu'à ébranler les convictions. Comme on ne peut juger que très-vaguement des effets de la lumière par les effets du clair-obscur, de même on ne peut se faire une idée juste des effets fâcheux de la liberté, tant qu'on ne l'aura pas pratiquée dans toute sa dimension, et il sera plus facile de trouver des remèdes à ses maux lors-

qu'on en aura recueilli tous les bienfaits. Mais il serait absurde de proscrire le système de la liberté dès les premiers pas qu'il fait dans la vie pratique, où son activité est neutralisée par la lutte qu'il a à soutenir contre les restes des privilèges et des monopoles de toute espèce.

Il fut un temps où le travail, l'industrie et la richesse se traînaient dans une triste agonie ; c'était le temps où le droit de travailler était le patrimoine de quelques privilégiés, un objet de discorde perpétuelle et d'intrigues incessantes, où l'industrie était réglementée dans la moindre de ses actions et paralysée dans ses progrès, où le droit de posséder la terre était le lot de quelques élus. On brisa une partie de ces chaînes, et depuis l'industrie, grâce à la liberté, a fait d'immenses progrès, et la richesse, s'accroissant de plus en plus, est descendue dans les plus basses classes de la société. Mais à peine s'est-on engagé dans cette carrière, qu'on vient aujourd'hui attaquer la concurrence avec la même violence des passions, si ce n'est avec la même force d'argument, dont on s'est servi jadis pour renverser les monopoles, et l'on prétend encore une fois organiser le travail. Il sera donc dit que l'expérience du passé ne nous servira à

rien, et qu'à peine, délivrés d'une erreur, nous y retomberons aux premières déceptions que nous aurons rencontrées dans la voie de la vérité?

Que reproche-t-on à la concurrence? D'être préjudiciable à l'incapacité et à la négligence, à la paresse ou à la mauvaise foi? C'est justice. De protéger la fraude? C'est une erreur. La concurrence la démasque et la renverse toutes les fois qu'elle peut s'élever librement. L'abus n'exclut pas l'usage, et la fraude n'est pas un abus inhérent à la concurrence; ce n'est qu'un défaut de moralité et de calcul; car la bonne foi seule assure une clientèle au fabricant et au commerçant. C'est au chaland à s'adresser aux réputations bien établies, à voir ce qu'il achète; c'est au gouvernement à garantir les objets d'une appréciation difficile, à prévenir et à réprimer les falsifications.

Dans le domaine industriel, comme dans le domaine politique, il faut du temps pour se faire à la liberté, et les maux qu'on lui attribue ne tiennent pas à sa nature, mais à l'usage erroné qu'on en fait. Si la corruption vicie le gouvernement représentatif, est-ce une raison pour condamner cette forme de gouvernement ou pour lui en préférer une autre, sous le régime

de laquelle la mauvaise foi, pour être moins visible, n'est que plus considérable? Loin de là, le seul moyen d'obvier à ce mal, c'est d'augmenter la représentation, d'augmenter la liberté. Il n'en est pas autrement en industrie : il n'y a de remède à la liberté incomplète que dans une liberté plus parfaite. Ouvrez les ports et la richesse y affluera, la production augmentera avec la facilité d'échange, et le bien-être général en retirera d'immenses avantages. En toute chose, la liberté est le seul principe vivifiant et fécond, comme il est aussi le plus propre à réprimer la licence et à parer aux malaises. C'est aux ouvriers à adopter les principes de bienfaisance, d'assistance mutuelle qu'ils auront reconnus utiles et justes, à offrir, s'il y a lieu, à l'opinion publique des garanties qui la rassurent, à débattre leurs intérêts avec leurs maîtres par des délégués librement et également élus des deux parts. C'est à la liberté à déverser le trop plein de la population dans les pays où les industries sont à naître, à distribuer les ouvriers entre les différentes branches de travail.

Anatomie, physiologie, thérapeutique économique, l'économie politique dissèque les richesses, analyse leur vie, traite leurs maux ; mais elle

n'a pas à devenir économie *sociétaire*; elle n'a pas à organiser la société; cette mission revient à la politique et au droit plutôt qu'à l'économie politique, et il n'est pas trop du concours de toute la sagesse humaine pour y obtenir un résultat satisfaisant. La division du travail intellectuel comme du travail matériel est un effet de la faiblesse de l'homme; mais elle est à son tour une cause de son progrès. Circonscrire les sciences, c'est ajouter à leur force et ne rien ôter à leur importance.

Opérant sur une matière susceptible d'amélioration, d'accroissement indéfinis, sur une matière mobile et changeante à l'excès, telle que la richesse nationale, l'économie politique ne deviendra jamais fixe et définitive. De même que la médecine ne peut prétendre à détruire toutes les maladies, parce qu'à mesure qu'une d'elles perd de sa force, une autre voit accroître la sienne, ou bien il en surgit une nouvelle; de même l'économie politique ne peut se flatter d'assurer la richesse générale. Le fit-elle jamais, qu'elle ôterait à l'homme le seul aiguillon de son activité, la perspective d'améliorer sa position. Le jour où l'humanité serait parvenue à une prospérité parfaite, elle se mettrait à la détruire; car l'inaction est incompatible avec

sa nature. Se résignant à sa destinée, l'économie politique trouvera dans son cercle plus d'une matière à de louables méditations.

FIN.